



L'opinion de Jean Marsia **Le programme de « Russie unie » de Poutine : la guerre jusqu'à la victoire !**

Le 22 août 2026, Poutine a prononcé un discours devant le congrès de son parti, « Russie unie », dans lequel, anticipant une victoire certaine dans les urnes à défaut de l'emporter sur le terrain en Ukraine, il a appelé à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, passant sous silence la situation peu favorable sur le front et l'incapacité de la défense russe à empêcher les frappes ukrainiennes à très longue distance, notamment sur les infrastructures pétrolières. Il a reconnu qu'elles sont à l'origine de la pénurie de carburant en Russie et souligné la nécessité d'améliorer la défense antiaérienne. Il a répété son opposition à toute négociation pour arrêter la guerre en Ukraine, qui priverait la Russie de sa victoire. Analysons son discours, les réactions qu'il a suscitées et les implications qu'il aura pour l'Europe.

La philosophie politique de Poutine

Poutine a considéré, le 22 août, que la victoire inévitable de « Russie unie » constituera la preuve que le peuple russe soutient une guerre prolongée en Ukraine et que la position pro-guerre de ce parti, je dirais belliciste, est l'élément central de l'idéologie informelle de l'État russe.

Poutine a déclaré⁴ que « Russie unie » a le devoir de « tout faire pour obtenir la victoire » en Ukraine. Il poursuit ses efforts pour faire de « Russie unie » le seul parti qui compte et pour lui confier la mission d'atteindre ses propres objectifs idéologiques, le faisant évoluer vers la position que le Parti communiste occupait en Union soviétique. L'élimination du processus électoral du seul parti nominalelement anti-guerre, « Yabloko », faisait partie de cet effort.

Charger « Russie unie » de tout faire pour gagner la guerre en Ukraine renforce également les efforts à long terme de Poutine pour unir la société russe autour d'une idéologie d'État hypernationaliste et belliciste. Cela lui permet de contourner les contraintes constitutionnelles relatives à l'adoption formelle d'une idéologie d'État russe. Faire de la victoire contre l'Ukraine le centre du programme de « Russie unie » crée les conditions pour que Poutine puisse exiger de nouveaux sacrifices significatifs pour l'effort de guerre russe : il pourrait revendiquer un mandat électoral « populaire » pour ce faire. Ces sacrifices incluront probablement une forme de rappel obligatoire des troupes de réserve, l'exigence que les Russes continuent d'accepter les effets des frappes à longue portée ukrainiennes et les pertes massives sur le front pour des gains territoriaux minimes.

L'insistance de Poutine à faire de « Russie unie », le parti dominant en Russie, un parti belliciste, met en lumière le fait qu'il ne cherche pas une porte de sortie en Ukraine et qu'il est très peu enclin à faire des compromis pour la paix, à moins d'y être contraint. Ses efforts pour amalgamer la politique et la société russes autour d'un ultranationalisme agressif et du revanchisme auront probablement des conséquences, même après son départ du pouvoir.

Poutine a présenté la campagne russe de frappes contre l'Ukraine comme une victoire pour le public russe, afin de compenser le manque de succès tactique de la Russie sur le champ de bataille. Il prétend que la Russie est capable de frapper en réponse aux frappes ukrainiennes. Il a affirmé, dans une interview du 22 août 2026, que sa campagne de frappes contre l'Ukraine perturbe la base industrielle de défense de celle-ci et soutient les forces de première ligne russes.⁵

⁴ Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80570>.

⁵ Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.

Poutine a prétendu que sa campagne de frappes est une réponse aux frappes à longue portée que l'Ukraine a intensifiées depuis mars 2026, alors que la Russie bombarde les civils et les infrastructures civiles d'Ukraine depuis février 2022. Il a souligné les effets de la campagne de frappes contre l'Ukraine, pour compenser l'absence de succès tactiques significatifs pour la Russie et tenter de masquer les problèmes socio-économiques croissants en Russie.

Poutine continue de préparer la société russe à une guerre prolongée en Ukraine, malgré des avancées minimales et lentes sur le champ de bataille et des pertes de personnel croissantes. Il prétend que les forces russes continuent d'avancer dans toutes les directions depuis la ligne de front et à un rythme accéléré.⁶ En réalité, les forces russes n'ont guère avancé en août 2026, selon les observations de l'*Institute for the Study of War* de Washington. Les rapports de l'état-major général ukrainien sur Facebook sur les pertes russes indiquent que les forces russes ont subi environ 29 120 pertes entre le 31 juillet et le 22 août 2026 – soit, en moyenne, 1 074 pertes par kilomètre carré de conquies.

Poutine a reconnu les effets des frappes à longue portée ukrainiennes sur l'infrastructure énergétique russe et a souligné la nécessité d'améliorer ses systèmes de défense aérienne. Il a déclaré, dans une interview, le 22 août, que les frappes à longue portée ukrainiennes causent des pertes humaines et des « dommages économiques ».⁷

Le président de l'Union russe des industriels et entrepreneurs Alexander Chokhine a déclaré, le 20 août, que les frappes de drones ukrainiens avaient réduit la capacité de raffinage pétrolier russe de 25 à 30 % et dégradé la production d'engrais et de produits chimiques.⁸ M. Chokhine a noté que les frappes ukrainiennes contre les infrastructures logistiques, telles que « Wildberries », affectent à la fois le marché intérieur russe et l'exportation. La campagne de frappes à longue portée de l'Ukraine a considérablement réduit les exportations maritimes russes de pétrole et de céréales, ainsi que la capacité de raffinage pétrolier. Elle a causé des pénuries de carburant et dégradé la production russe de microélectronique.

Poutine a reconnu la nécessité d'améliorer le système de défense aérienne russe et d'étendre ses capacités grâce à la coordination entre entreprises publiques et privées – admettant l'échec de la Russie à protéger son vaste territoire contre les frappes à longue portée ukrainiennes. Poutine tente de mettre en avant sa conscience des problèmes intérieurs actuels tout en assurant au public russe que la campagne de frappes de 40 jours de l'Ukraine visant à la pousser à négocier n'a pas permis d'atteindre le résultat escompté.⁹ Poutine est probablement prêt à accepter des difficultés économiques croissantes pour la société russe, y compris pour les populations urbaines qu'il cherchait auparavant à protéger, à Moscou et à Saint-Pétersbourg, tout en maintenant inchangée sa théorie de la victoire, fondée sur le postulat que la Russie peut gagner une guerre d'usure et survivre à la fois à la capacité de défense de l'Ukraine et au soutien occidental à l'Ukraine.

Poutine a réitéré son refus de s'engager dans des négociations de paix significatives pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Il a déclaré que les propositions de paix de l'Ukraine et de l'Europe sont « exotiques » et « inacceptables » pour la Russie. Il a noté que la Russie ne participera qu'à des négociations qui reflètent les « réalités sur le terrain ».¹⁰

Poutine semble croire que sa campagne de frappes par missiles poussera l'Ukraine à se rendre aux exigences maximalistes russes dans un contexte mondial de pénurie d'intercepteurs Patriot. Le rejet persistant par le Kremlin de toute proposition de paix significative démontre le refus de la Russie de négocier et vise à unir le public russe autour d'une plateforme pro-guerre avant les élections de la Douma d'État de septembre.

⁶ Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.

⁷ Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.

⁸ Voir <https://www.rbc.ru/economics/21/08/2026/6a86f5079a79477801fd1657>.

⁹ Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.

¹⁰ Voir <http://kremlin.ru/events/president/news/80572>.



La réaction ukrainienne

Le président Zelensky a, pour sa part, réitéré à plusieurs reprises, son engagement envers des négociations de paix et sa volonté de faire des compromis significatifs qui soient réellement en accord avec les réalités du champ de bataille, tout en excluant la capitulation de l'Ukraine.

La réaction de l'UE

La présidente de la Commission européenne a fait savoir sur X, dès le 24 août, que la Commission a affecté 6,1 milliards € pour les systèmes de défense aérienne et antimissile, les missiles, les munitions et les radars dont l'Ukraine a un besoin urgent. Cela s'ajoute aux 16 milliards € d'achats précédemment approuvés et dont 8,35 milliards € ont été versés.¹¹

La réaction du Royaume-Uni et la réplique russe

Le nouveau premier ministre britannique, M. Andy Burnham, a effectué le 24 août, à Kiev, sa première visite à l'étranger depuis son entrée en fonction. Il s'est entretenu avec le président Zelensky et il a co-présidé une réunion de la « coalition des volontaires », ces 35 États et organisations qui se déclarent, depuis 2025, prêts à envoyer des troupes pour donner à l'Ukraine, après un cessez-le-feu, des garanties de sécurité. Cette coalition, coprésidée par le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, renforce le soutien financier à l'Ukraine en lui allouant 70 milliards € en 2026 et en 2027. Elle intensifie la coopération dans le domaine de l'industrie de défense, en particulier pour la protection contre les missiles balistiques.

Considérant que « La sécurité de l'Ukraine est notre sécurité », M. Burnham a exprimé sa volonté de renforcer la production ukrainienne de missiles à longue portée. Pour ce faire, il a autorisé le fabricant de missiles MBDA à divulguer des informations classifiées sur les composants de fabrication britannique utilisés pour la production du missile de croisière franco-britannique à longue portée, appelé SCALP-



Photo: Wikimedia Commons

EG en France et *Storm Shadow* au Royaume-Uni. Cela permettra à la France et à l'Ukraine de mettre en place des chaînes d'assemblage locales pour ce missile.¹²

Selon l'agence de presse russe TASS, le porte-parole du Kremlin, M. Peskov, a répliqué sans délai que ce faisant, « La Grande-Bretagne participe à la guerre contre la Russie, alimente méthodiquement et régulièrement le conflit ukrainien et fomenté des complots contre le processus de paix ».¹³

¹¹ Reuters, « EU keurt steunpakket van 6,1 miljard euro aan Oekraïne goed » in *De Standaard*, <https://www.standaard.be/buitenland/europese-unie-keurt-61-miljard-euro-goed-voor-oekraense-defensie/35173633.html>, 24/8/2026.

¹² Andrew MacAskill, Jean Terzian, Reuters, « Burnham se rend en Ukraine, veut aider Kyiv à produire des missiles longue portée » in *Boursorama*, <https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites-amp/burnham-se-rend-en-ukraine-veut-aider-kyiv-a-produire-des-missiles-longue-portee-f2748ac3fc310f2d8ce46ebaaad8f698>, 24/8/2026.

¹³ sn, « Le Kremlin accuse le Royaume-Uni d'empêcher toute avancée vers la paix en aidant l'Ukraine » in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/live/2026/08/24/en-direct-guerre-en-ukraine-andy-burnham-nouveau-premier-ministre-britannique-est-a-kiev-pour-son-premier-deplacement-a-l-etranger_6753793_3210.html, 24/8/2026.

La réaction américaine

La visite des envoyés américains Jared Kushner et Steve Witkoff à Moscou, le 5 septembre, et à Kiev, le 6 septembre, ne semble pas avoir mené à une percée. M. Trump a donc eu, le 8 septembre, une conversation avec Poutine, au sujet de laquelle il s'est exprimé pour la première fois le 10 septembre. Pour Trump, « Poutine veut conclure un accord, et si Zelensky veut aussi un accord, ce serait très agréable. » Trump estime que l'origine du conflit, c'est une querelle personnelle entre Poutine et Zelensky, mais qu'ils en ont assez de se battre.¹⁴

Ce n'est donc pas sur lui qu'il faut compter pour mettre fin à ce conflit. La seule évolution favorable est que Trump semble avoir renoncé à son plan en 20 points, qui reprenait les exigences formulées par Poutine, à Anchorage, en 2025.

L'avenir du conflit

Il me semble très improbable que la Russie et l'Ukraine se mettent d'accord sur autre chose qu'une trêve très temporaire, des échanges de prisonniers ou de cadavres. Leurs positions divergent beaucoup trop pour qu'il y ait un terrain d'entente. L'automne 2026, l'hiver et le printemps 2027 seront donc rudes pour les deux camps et le monde en subira les conséquences économiques, les Européens n'y échappant pas.

Considérations finales

Faute de s'être dotée d'une organisation politique fédérale et légitime, capable de définir une politique européenne de sécurité, comme préalable à une armée européenne, et d'avoir développé suffisamment la production de systèmes d'armes et, plus généralement, de biens publics supranationaux, comme la sécurité, la défense ou le contrôle des flux migratoires, l'Europe subit les conséquences de ce conflit mais aussi de ceux qui ensanglantent le Proche-Orient, ou qui couvent autour de la Chine, sans pouvoir faire guère plus que ce qui a été évoqué ci-avant. C'est mieux que rien mais cela reste assez dérisoire si l'on songe que le PIB européen 2025 est estimé, par Eurostat, à 18 800 milliards €. La faute en revient aux partis au pouvoir depuis 1950, qui ont manqué de la volonté politique nécessaire pour doter l'Europe d'un État fédéral. De plus en plus d'électeurs en ont assez. Ils semblent de plus en plus prêts à se tourner vers des solutions alternatives...

Article publié dans l'AGEFI Luxembourg de septembre 2026, p. 16.

Note de la rédaction

Cet article a été rédigé avant le scrutin. Les élections à la Douma d'État ont eu lieu du 18 au 20 septembre 2026. Selon les résultats définitifs proclamés le 25 septembre par la Commission électorale centrale, « Russie unie » a obtenu 57,97 % des voix sur la liste nationale et 349 des 450 sièges, soit plus que son précédent record de 343 sièges, en 2016. La participation officielle s'est élevée à 59,8 %, y compris le vote organisé dans les territoires ukrainiens occupés. Aucun parti critique envers le Kremlin n'y a participé.



Le **Dr Jean Marsia** est colonel e.r., administrateur militaire, et a étudié les sciences sociales et militaires, à l'ERM, ainsi que les sciences administratives, à l'Institut Cooremans. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université Libre de Bruxelles et d'un second en sciences sociales et militaires de l'ERM.

Il a connu une riche carrière et a notamment été directeur de l'enseignement académique et professeur militaire à l'École royale militaire. Il est président fondateur de l'Association européenne pour la défense ASBL (S€D). Il donne, sur demande, des conférences dans nos Clubs.

¹⁴ Reuters : Trump après une conversation avec Poutine : « La Russie veut conclure un accord » in *De Standaard*, Live Oekraïne, <https://www.standaard.be/buitenland/vliegtuig-met-zelensky-bijna-geraakt-door-drone-zegt-noorse-premier-kiev-valt-russische-gashoofdstad-in-siberie-aan/35173633.html>, 10/9/2026.